

**Arrêté du 19 mars 2013 portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes  
auprès du tribunal administratif de Nice**

**NOR : JUSE1307618A**

Le vice-président du Conseil d'État,

*Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 121-14 ;  
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,  
modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, modifié par le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992, relatif aux  
régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;  
Vu le décret n° 94-980 du 14 novembre 1994 modifié relatif à la délivrance de documents par le Conseil d'Etat,  
les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs ;  
Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux  
régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du  
cautionnement imposé à ces agents ;  
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des  
régisseurs de recettes ;  
Vu l'arrêté 21 décembre 2010 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 26 avril 1995 modifié instituant une régie  
d'avances et une régie de recettes auprès du Conseil d'Etat et habilitant le vice-président du Conseil d'Etat  
à instituer ou à modifier des régies d'avances et des régies de recettes auprès des cours administratives  
d'appel et des tribunaux administratifs ;  
Vu l'arrêté du 25 octobre 2011 modifié par l'arrêté du 11 janvier 2012 portant institution de régies d'avances et  
de régies de recettes auprès des cours administratives d'appel, des tribunaux administratifs et de la cour  
national du droit d'asile ;  
Vu l'arrêté en date du 6 mars 2006, portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes auprès du tribunal  
administratif de Nice ;  
Vu la proposition de la Présidente du tribunal administratif de Nice ;*

ARRÊTE

**Article 1**

Mme Christelle GRAC, adjointe administrative de 1ère classe, est nommée régisseuse titulaire d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice en remplacement de M. Albert ROSSAT, à compter du 15 avril 2013.

**Article 2**

Mme Christelle MARTIN, adjointe administrative de 1ère classe, est nommée régisseuse suppléante d'avances et de recettes auprès du tribunal administratif de Nice en remplacement de Mme Christelle GRAC, à compter du 15 avril 2013.

**Article 3**

La présidente du tribunal administratif de Nice est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait le 19 mars 2013.

Le vice-président du Conseil d'État,

**Jean-Marc SAUVÉ**